

REPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

Paraissant tous les Jueidis à 8 heures du soir.

Matahiti 58,
N^o 40.

Te Uea a te Hau no te mau Gaapao raa farani i Oteania

Mahana maha
7 no atopa 1909

PRIX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance):

Intérieur—Un an....	18 fr.	Extérieur—Un an....	20 fr.
id. Six mois..	10 »	id. Six mois..	11 »
id. Trois mois.	6 »	id. Trois mois.	6 50

Un numéro: 50 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

PRIX DES ANNONCES (au comptant):

Les 20 premières lignes.....	50 c. la ligne
Au-dessus de 20 lignes.....	25 d.

Les annonces renouvelées se paient la moitié du prix de la première insertion.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Circulaire ministérielle. — Frais de chemin de fer des fonctionnaires créoles passant leur congé partie en France, partie aux colonies.

Arrêté ouvrant divers crédits supplémentaires au budget de l'Hôpital civil de Papeete, exercice 1909.

Arrêté rendant exécutoires divers rôles supplémentaires des patentes, de l'impôt personnel, de la prestation rurale, de la taxe sur les chiens, de l'impôt sur la propriété bâtie et de la taxe de séjour des perceptions de Papeete, Taravao et Moorea, pour le 3^e trimestre 1909.

Arrêté rendant exécutoires les rôles principal et supplémentaire des patentes de la perception des Gambier, dressés pour l'année 1909 et le 1^{er} semestre 1909.

Arrêté rendant exécutoires les rôles supplémentaires des concessions d'eau, de la prestation urbaine et de la taxe sur les chiens de la Commune de Papeete, pour le 3^e trimestre 1909.

Décision désignant M. Montaut, Sous-chef de bureau de 1^{re} classe des Secrétariats Généraux, chargé de la direction du Service des Contributions, pour défendre les intérêts de l'Administration devant les tribunaux de Papeete, dans l'action intentée contre la Colonie par M. V.-L. Raoulx.

Arrêté fixant le poids du pain en vente sur le territoire de la commune de Papeete.

Nominations, mutations, mouvements.

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis concernant les droguistes.

Avis important au sujet des Monnaies Chiliennes et Péruviennes.

Avis au sujet de la monnaie de billon.

Avis au sujet d'infractions à l'arrêté du 19 février 1881.

Retrait des pièces divisionnaires grecques.

Avis concernant la libre pâture.

Inscription maritime. — Avis.

Caisse Agricole. — Avis au sujet des bons de cet établissement.

Caisse agricole. — Achats de produits.

— Avis au sujet de la vanille.

Extraits des registres de l'état civil.

PARTIE OFFICIELLE

Gouvernement des Établissements français DE L'Océanie

CIRCULAIRE Ministérielle. — Frais de chemin de fer des fonctionnaires créoles passant leur congé, partie en France, partie aux Colonies.

(Direction de la Comptabilité : 3^e Bureau.)

Paris, le 22 juillet 1909.

LE MINISTRE DES COLONIES à Messieurs les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des Colonies.

L'attention du Département vient d'être appelée sur la situation

au point de vue du droit aux frais de chemin de fer dans la Métropole des fonctionnaires créoles titulaires de congés à passer partie en France, partie dans leur pays d'origine.

Il semble, en effet, qu'il y aurait abus à payer aux intéressés les frais de chemin de fer du port de débarquement au lieu de résidence en France, puis de cette localité au port d'embarquement pour la colonie d'origine, et enfin les mêmes frais au voyage de retour.

L'adoption de cette manière de procéder constituerait un traitement de faveur injustifié à l'égard du personnel en question qui bénéficie d'ailleurs des indemnités réglementaires de déplacement dans la possession où il se rend; les fonctionnaires européens ne peuvent, en effet, prétendre dans tous les cas, en vertu des prescriptions en vigueur quels que soient leurs changements de résidence en France qu'au remboursement de deux trajets par voie ferrée le premier du port de débarquement à la résidence justifiée dans les quinze jours, le second du lieu où les atteint l'ordre de départ au port d'embarquement.

J'ai en conséquence décidé de considérer la colonie d'origine des fonctionnaires créoles titulaires d'un congé à passer partie en France, partie dans la dite colonie, comme le véritable lieu de résidence des intéressés. Par suite, étant donné la nécessité pour ces derniers de reprendre la mer afin de rejoindre leur résidence, il leur sera uniquement payé sur les fonds des budgets locaux pour eux et leur famille:

1^o les frais de chemin de fer du port de débarquement au port d'embarquement à destination de la colonie d'origine, résidence de congé;

2^o les mêmes frais au retour du port de débarquement de la colonie d'origine au port d'embarquement pour rejoindre leur poste. La première liquidation sera effectuée au moment de l'arrivée en France, la seconde au départ définitif pour la colonie d'attache.

MILLIÈS-LACROIX.

ARRÊTÉ ouvrant divers crédits supplémentaires au Budget de l'Hôpital civil de Papeete, exercice 1909.

(Du 4 octobre 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Vu le décret financier du 20 novembre 1882, notamment dans ses articles 131, 187 et 190;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mars 1897 portant règlement sur le fonctionnement du service dans les Hôpitaux coloniaux;

Vu l'arrêté du 9 mars 1908 portant organisation du Service hospitalier et réglant le fonctionnement de l'Hôpital local de Papeete;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert au Budget de l'Hôpital civil de Papeete, exercice 1909, divers crédits supplémentaires s'élevant ensemble à la somme de *cinq mille quatre cent quatre-vingt-treize francs vingt-six centimes*, savoir :

Chapitre 1^{er}. — Personnel.

Art. 2. — Solde de l'économe comptable-gestionnaire.....	568 26
Art. 4. — Salaires des gens de service.....	160 »
Total du chapitre 1 ^{er}	728 26

Chapitre 2. — Matériel.

Art. 1 ^{er} . — Alimentation.....	3.900 »
Art. 4. — Blanchissage.....	565 »
Art. 6. — Entretien et réparations aux bâtiments.....	200 »
Art. 7. — Achats de matériel.....	100 »
Total du chapitre 2.....	4.765 »
Total.....	5.493 26

Art. 2. Il sera pourvu à ces divers crédits au moyen des ressources de l'Exercice en cours.

Art. 3. Le présent arrêté sera notifié au Trésorier-payeur, communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 octobre 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

ARRÊTÉ rendant exécutoires divers rôles supplémentaires des patentes, de l'impôt personnel, de la prestation rurale, de la taxe sur les chiens, de l'impôt sur la propriété bâtie et de la taxe de séjour des perceptions de Papeete, Taravao et Moorea, pour le 3^e trimestre 1909.

(Du 4 octobre 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu les articles 208 et 209 du décret financier du 20 novembre 1882;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu le décret du 16 juin 1892 sur la taxe des chiens;

Vu l'arrêté du 28 décembre 1908 rendant exécutoire le tarif des taxes locales à percevoir pendant l'année 1909;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont rendus exécutoires les rôles supplémentaires des patentes, de l'impôt personnel, de la prestation rurale, de la taxe

sur les chiens, de l'impôt sur la propriété bâtie et de la taxe de séjour des perceptions ci-après désignés dressés pour le 3^e trimestre 1909, s'élevant ensemble à la somme de *cinq mille deux cent douze francs vingt centimes*, savoir :

Perception de Papeete.

Patentes fixes.....	1.736 79
— proportionnelles.....	923 79
Formules de patentes.....	240 »
Impôt personnel.....	48 »
Prestation rurale.....	21 »
Taxe de séjour.....	262 50
Taxe sur les chiens.....	800 »
Frais d'avertissement.....	9 70

Total de la perception de Papeete..... 4.041 78

Perception de Taravao.

Patentes fixes.....	54 17
— proportionnelles.....	25 »
Formule de patente.....	18 75
Impôt personnel.....	96 »
Prestation rurale.....	168 »
Impôt sur la propriété bâtie.....	12 60
Taxe sur les chiens.....	660 »
Frais d'avertissement.....	3 50

Total de la perception de Taravao..... 1.038 02

Perception de Moorea.

Impôt personnel.....	48 »
Prestations rurale.....	84 »
Frais d'avertissement.....	0 40

Total de la perception de Moorea..... 132 40

Total général..... 5.212 20

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 octobre 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

ARRÊTÉ rendant exécutoires les rôles principal et supplémentaire des patentes de la perception des Gambier, dressés pour l'année 1909 et le 1^{er} semestre 1909.

(Du 4 octobre 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu les articles 208 et 209 du décret financier du 20 novembre 1882 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu l'arrêté du 28 décembre 1908 rendant exécutoire le tarif des taxes locales à percevoir pendant l'année 1909;

Vu l'arrêté du 23 mai 1884 sur la perception des impôts dans les archipels;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont rendus exécutoires les rôles principal et supplémentaire des patentes de la perception des Gambier, pour l'année

1909 et le 1^{er} semestre 1909, s'élevant ensemble à la somme de mille trois cent cinquante-deux francs trente-cinq centimes, savoir :

Rôle principal.

Patentes fixes.....	350 »
— proportionnelles.....	235 »
Formules de patente.....	26 25
Frais d'avertissement.....	0 70
	<hr/>
	611 95

Rôle supplémentaire du 1^{er} semestre.

Patentes fixes et proportionnelles.....	725 »
Formules de patentes.....	15 »
Frais d'avertissement.....	0 40
	<hr/>
	740 40

Total général..... 1.352 35

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 octobre 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

ARRÊTÉ rendant exécutoires les rôles supplémentaires des concessions d'eau, de la prestation urbaine et de la taxe sur les chiens de la Commune de Papeete, pour le 3^e trimestre 1909.

(Du 4 octobre 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR.

Vu les articles 125 et 126 du décret financier du 20 novembre 1882;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1881 fixant les conditions d'abonnement aux eaux de la Ville de Papeete;

Vu les arrêtés des 11 octobre 1878 et 11 mars 1905 créant l'impôt de prestation urbaine;

Vu le décret du 16 juin 1892 sur la taxe des chiens;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant la Commune de Papeete;

Vu l'arrêté en date du 3 avril 1909 approuvant le tarif des taxes municipales à percevoir pendant l'année 1909;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont rendus exécutoires les rôles supplémentaires des concessions d'eau, de la prestation urbaine et de la taxe sur les chiens de la Commune de Papeete, pour le 3^e trimestre 1909, s'élevant ensemble à la somme de mille soixante-un francs vingt centimes, savoir :

Concessions d'eau.....	675 40
Prestation urbaine.....	63 »
Taxe sur les chiens.....	320 »
Frais d'avertissement.....	2 80
	<hr/>
Total.....	1.061 20

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 octobre 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

DECISION désignant M. Montaut, Sous-Chef de bureau de 1^{re} classe des Secrétariats Généraux, chargé de la direction du Service des Contributions, pour défendre les intérêts de l'Administration devant les tribunaux de Papeete, dans l'action intentée contre la Colonie par M. V.-L. Raoulx.

(Du 5 octobre 1909.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie,

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. M. Montaut (Charles-André), Sous-Chef de bureau de 1^{re} classe des Secrétariats Généraux, chargé de la Direction du Service des Contributions, est désigné pour défendre les intérêts de l'Administration devant les tribunaux de Papeete, dans l'action intentée contre la Colonie par M. V.-L. Raoulx, en remboursement des droits d'octroi de mer qu'il a payés sur un matériel Decauville introduit par lui dans le pays.

Art. 2. La présente décision sera communiquée pour exécution, enregistrée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1909.

JOSEPH FRANÇOIS.

ARRÊTÉ fixant le poids du pain mis en vente sur le territoire de la Commune de Papeete.

(Du 5 octobre 1909.)

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAPEETE,

Vu l'article 33 du décret du 8 mars 1879 rendu applicable à la Commune de Papeete par le 1^{er} décret du 20 mai 1890;

Vu la délibération prise par le Conseil municipal, dans sa séance du 25 septembre 1909, par laquelle il fixe les poids respectifs des divers pains dont les boulangers doivent garnir leurs boutiques et défend à ceux-ci d'en fabriquer d'un poids différent;

Vu le droit des autorités préfectorales et municipales de faire des règlements sur la salubrité et la fidélité du débit des denrées en général, et, notamment, de déterminer la forme et le poids des pains mis en vente;

Vu les articles 471, § 15 et 479 § 6 du Code pénal,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} novembre 1909, les pains mis en vente sur le territoire de la commune, devront avoir respectivement : 125 grammes — 250 grammes — 500 grammes — 1 kilog. ou plusieurs kilogrammes.

Art. 2. Il est expressément défendu d'en fabriquer d'un poids différent de ceux indiqués à l'article précédent.

Art. 3. Il est formellement interdit d'en débiter de mauvaise qualité.

Art. 4. Le Commissaire de police est chargé de l'exécution du présent arrêté pour constater le pesage, la qualité et la salubrité du pain.

Art. 5. Le présent arrêté sera publié, affiché et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 5 octobre 1909.

F. CARDELLA.

Vu et approuvé :

Papeete, le 5 octobre 1909.

Le Gouverneur,

JOSEPH FRANÇOIS.

FAAUE RAA o te faaau i te teiaha o te faraoa e hoo hià i te mau vahi atoa i roto i te oire i Papeete nei.

(No te 5 Atopa 1909.)

TE MERA O TE OIRE I PAPEETE NEI,

I te hio raa i te irava e 33 o te Faaue raa mana no te 8 no mati 1879 o tei haamana hia i te oire i Papeete nei e te faaue raa mana matamua no te 20 no me 1890;

I te hio raa i te parau i imi hià e te Apooraa oire i to'na tairuru raa i te 25 no Tetepa 1909, te reira te faaau raa oia i te teiaha o te mau huru faraoa'toa e rave rahi ta te mau taata eu-faraoa e tuk mai i mua i ta ratou mau hoo raa, e te opani atoa raa ia ratou i te hamani raa i te faraoa o tei ore i au te teiaha i te faito i faaau hia ra;

I te hio raa e e tia noa i te mau taata toroa no roto i te mau Apoo raa ia imi i te hoe mau ture e au no nià i te ora o te taata e no te haapao maitai raa hoi i te hoo i faaau hia no te mau huru mas'toa e, o tei hau roa'tu, no te faatoa raa'toa ia i te huru e te teiaha o te mau faraoa e hoo hià nei;

I te hio raa inairava 471 § 15 e 479 § 6 o te Pue raa ture Penale,

TE FAAUE NEI :

Irava 1. Mai te hoe no novema 1909 e taio atu ai, te mau faraoa'toa e hoo hià i roto i te oire nei, mai teie ia te huru to ratou teiaha: 125 garama, 250 garama, 500 garama, 1 kilo e 2 e 3 e e hau atu.

Irava 2. Eiaha roa'tu ia hamani hia te faraoa mai te mea e aore i au te faito o te teiaha o te faraoa mai teie i faaite hia i te irava i nia nei.

Irava 3. Eiaha roa ia hoo hia te faraoa mai te mea e e faraoa ino.

Irava 4. O te Tomitera mutoi tei haapao hia ei haamana i teie nei faaue raa no te hio raa i te teiaha i te huru e i te maitai o te faraoa.

Irava 5. E faaite hia teie nei faaue raa, e pia hia e e tomite hia i te mau vahi atoa e au ra.

Papeete, te 5 no atopa 1909.

F. CARDELLA.

Haamana hia ;

Papeete, te 5 no atopa 1909

Te Tavana rahi

JOSEPH FRANÇOIS.

MUTATIONS, NOMINATIONS, MOUVEMENTS

Par décision du Gouverneur en date du 27 septembre 1909. M. Montaut (Charles, André), sous-Chef de bureau de 1^{re} classe des Secrétariats Généraux, a été chargé de la direction du Service des Contributions.

Par décision du Gouverneur en date du 5 octobre 1909, M. Levacon (Joseph, Marie, Victor, Anne), licencié en droit, a été nommé Secrétaire de défenseur en l'étude de M^e H. Langomazino, défenseur près les Tribunaux de la colonie.

PARTIE NON OFFICIELLE

COMMUNICATIONS DIVERSES

AVIS AU PUBLIC.

L'administration rappelle au public et particulièrement aux patentés droguistes les dispositions formelles de l'arrêté du 18

août 1893 qui réglementent l'exercice de la profession de pharmacien dans la colonie.

Aux termes de cet arrêté la vente des spécialités étrangères ou des préparations et compositions pharmaceutiques ne peut être faite que par les pharmaciens seuls.

Les négociants et autres patentés de la Colonie sont instamment invités à se conformer strictement à ces dispositions s'ils veulent éviter l'application des pénalités prévues.

Ainsi les spécialités ci-après ne peuvent être vendues que par les pharmaciens.

Kennedy's medical discovery ;

id. rheumatic and neuralgia dissolvent ;

id. liniment ;

id. salt rheum ointiment ;

id. scrofula ointiment ;

Pain Killer ;

Scott's emulsion ;

Ayer's sherry pectoral ;

Chlorodyne ;

Ayer's sarsaparilla ;

Ayer's pills ;

Cokle's pills ;

Jayne's pills ;

D^r Mac lane vermifuge, etc., etc.

Renseignement utile à connaître.

DROGUISTES. — JURISPRUDENCE

Les droguistes sont autorisés à faire le commerce **en gros** des drogues simples — non des médicaments — en se conformant aux lois et règlements sur la vente des substances vénéneuses.

Ils ne peuvent vendre, exposer dans leurs étalages, ni détenir dans leurs boutiques, aucune préparation ou composition pharmaceutique.

Exemples : Les spécialités ou médecines patentées sont des compositions pharmaceutiques dont le commerce est interdit aux droguistes.

L'écorce de quinquina est une drogue simple dont la vente **en gros** leur est permise ; mais la poudre de quinquina est une préparation pharmaceutique, et, par suite, elle ne doit pas se trouver dans leurs magasins. La loi comprend dans ses prohibitions toute espèce de préparation et de composition pharmaceutiques, quelque simples qu'elles puissent être.

On s'est demandé ce qu'il fallait entendre par poids médicinal ; cette expression signifie **vente au détail**, et est mise en opposition avec la **vente en gros**, la seule permise aux droguistes.

Les pharmaciens n'ont pas, d'ailleurs, le droit d'établir de dépôts de médicaments hors de leurs officines.

L'exposition et même la détention de préparations pharmaceutiques dans leurs boutiques est interdite aux épiciers, droguistes et à tous marchands, comme la vente elle-même.

On doit entendre sous le nom de **médicaments** dont la vente est exclusive aux pharmaciens, toute substance simple ou composée, vendue comme ayant des propriétés médicinales. Par contre, toute substance simple ou composée vendue pour un emploi autre et bien qu'appartenant à la matière médicale, ne peut être, dans ce cas, réputée médicament, et son débit être réclamé par le pharmacien. Il faut ranger dans la même catégorie les cosmétiques, les préparations dites d'agrément ou hygiéniques, les substances banales de l'herboristerie indigène, etc.

AVIS IMPORTANT

Au sujet des monnaies chiliennes et péruviennes.—

L'Administration croit devoir informer le public que les monnaies chiliennes et similaires sont loin de correspondre aux valeurs pour lesquelles elles sont acceptées dans la circulation.

La piastre chilienne, à laquelle on attribue toujours une valeur de 2 fr. 222, vaut, en réalité, un peu moins de 2 francs, et la demi-piastre un peu moins de 1 franc.

La différence est encore beaucoup plus accentuée en ce qui concerne les pièces chiliennes de vingt sous et de dix sous.

La pièce chilienne de vingt sous, que l'on accepte pour 0 fr. 45 de notre monnaie, ne vaut, en réalité, que 0 fr. 20. Celle de dix sous, cotée à raison de 0 fr. 225, ne devrait être admise que pour 0 fr. 10.

Il est donc très imprudent de continuer à accepter les dites pièces à des taux différents de leur valeur réelle, car le jour, qui n'est pas très éloigné, où la circulation des espèces chiliennes et similaires sera définitivement interdite dans la colonie, les personnes qui en auront encore en leur possession, se trouveront exposées à subir des pertes très sérieuses sur ces différentes monnaies.

PARAU FAUFAA RAHI ROA

No te mau moni paniora (te Chili e te Peru).— Te manao nei te Hau e e au ia' na ia faaite atu i te taata' toa e aita roa ino i au noa' e, mai teie e farii noa hia nei, te huru mau o te moni i faaau hia i roto i te mau moni paniora e te au mai.

I roto i te tara paniora o tei faaau hia i nia i te 2f. 222 i te tara hoe, e e mea huru iti a'e ia i te 2 farani te moni mau i roto e i roto i te afa tara ra e mea huru iti a'e ia i te 1 farane i roto.

I roto i te mau moni huahua paniora mai te toata e te raera e mea iti roa' tu à ia te moni i faaau hia i roto.

I roto i te toata moni paniora o te farii hia i nia i te 0,45 tenetima i te moni farani, teie ia te moni mau i roto e 0,20 tenetima. E o te raera paniora tei faaau hia i nia i te 0,225 e au ia ia farii hia i nia i te 0,10 tenetima.

E mea huru ataata maoli ia farii noa mai à i taua mau moni ramai te titau ore i nia i te faito mau i faaau hia no te reira, no le mea ia tae i te mahana e opani roa hia' i taua mau moni paniora ra, e e ere te mea maoro roa taua mahana ra ia latou, e riro ia te pau rahi faufaa ore noa te faufaa a te feia i tapea i taua mau moni ra.

AVIS

Au sujet de la monnaie de billon. — L'Administration croit devoir rappeler aux contribuables que les pièces de bronze ne doivent être reçues par les caisses publiques que pour l'appoint de 5 francs par paiement, et que cette règle sera désormais scrupuleusement mise en application par le Service du Trésor ainsi que par tous les comptables de deniers publics.

PARAU FAAITE

No te moni pene. — Te manao nei te Hau e e faaite i te taata' toa e e pene ta ratou ra e ore ia farii hia mai i roto i te mau afata a te Hau mai te mea e i hau atu i te 5 farane i te afar raa mai, e haapao maitè hia taua vahi ra e te Fare-moni e te mau taata' toa e afata moni ta ratou e haapao na te Hau.

AVIS IMPORTANT

Retrait des monnaies divisionnaires d'argent grecques. — Les pièces divisionnaires d'argent du Royaume de Grèce de 20 centimes, 50 centimes, 1 franc et 2 francs, cesseront d'avoir cours en Algérie et aux Colonies à partir du 15 novembre 1909.

Jusqu'au 14 novembre, elles seront remboursées et reçues en paiement, au pair, aux Caisses du Trésor et des comptables désignés à cet effet.

PARAU FAUFAA RAHI

Faahoi raa mai i te mau moni huahua Teretia (Hereni)

— Te faaite hia' tu nei te taata' toa e mai te au i te parau faaau raa moni i rave hia i rotopu ia Farani, ia Beretite, ia Teretia et Tuite, e ore ia e haaparare faahou hia te mau moni huahua no Teretia (oia hoi te mau moni e 2 fr., 1 fr., 0 fr. 50 e e 0 fr. 20 tenetima) e e ore farii faahou hia i roto i te mau Afata moni a te Hau mai te mahana hoe ahoru ma maha no Novema i mua nei e haamata' tuai.

AVIS

Au sujet d'infractions à l'arrêté du 16 février 1881. — L'Administration ayant été avisée par un procès-verbal de la Chambre de Commerce du 12 août 1909, que certaines personnes non munies de patentes importaient des liquides et marchandises pour en opérer la vente, croit utile de leur faire connaître qu'elles doivent se mettre en règle, sans retard, avec le Service des Contributions si elles veulent éviter l'imposition d'office de la double patente. L'acte de commerce accidentel proprement dit ne saurait être invoqué s'il est prouvé, par les déclarations annexées aux manifestes des navires importateurs, que ces personnes ont l'habitude d'introduire des produits en quantités supérieures à leurs besoins dans le but de les vendre pour réaliser un gain pécuniaire.

PARAU FAAITE

No te mau faahapa raa e rave hia i te faaue raa no te 16 no feppure 1881. — No te ite raa te Hau na roto i te hoe parau faaite i rave hia e te Apooraa hoo raa taoa i te 12 no atete 1909 e te faaó haere mai nei te vetahi mau taata i te ava e te tahi atu à mau huru taoa mai te parau patana ore no te hoo raa i nia i te fenua nei, te manao nei ia te Hau e e mea tia ia' na ia faaite atu ia ratou e mai teie nei e haere atu ia ratou e faaafaro i taua ohipa ra i te Piha titau raa moni ia ore ia tapiti hia te patana i te titau raa' tu i nia ia ratou. Eita e nehenehe i te taata ia faatumu i te mau ohipa rii hoo raa taoa e rave haere hia nei na rapae mai te patana ore ei paruru ia ratou mai te mea e ua papu te parau i roto i te mau parau faaite raa taoa a te mau pahia hoo taoa e ua riro ei mea mātaro na taua mau taata ra i te faaó mai i te hoe mau taoa e rave rahi ei imi raa faufaa na ratou mai te haapao ore i te faito e navai ai ratou.

AVIS

Libre pâture. — Il est rappelé au public qu'un arrêté du 13 mars 1877 relatif à la police rurale interdit la libre pâture sous peine d'une amende de dix francs qui sera répétée autant de fois qu'il y aura d'animaux arrêtés, non compris les frais de fourrière.

La route de ceinture étant constamment dégradée par des animaux errants, conformément à l'arrêté précité des ordres ont été donnés aux agents compétents pour tuer, de jour comme de nuit, les porcs trouvés en liberté sur la voie publique.

Parau faaite.

Puaa tūū haere noa. — Te faaite faahou hia'tu nei te taata'toa e mai te au i te hoe faaue raa no te 13-mati 1877, no te ohipa o te purumu, ua opani etaeta hia te tuu ha noa raa i te puaa e amu haere noa. O tei faahapa i taua faaue raa ra e faautua hia ia i te utua moni i na farane 10 na nia i te mau puaa taitahi te haru hia, a taa'tua te mau taima no te fare tapea raa puaa.

No te mea hoi e te faaino noa hia nei te purumu faaati e te mau puaa tuu noa, no'reira e mai te au hoi i te faaue raa i faaite hia i nia nei, ua faaue hia te feia toroa e au ra e e spa rahi roa, te ao e i te pō, i te mau puaa maohi te itea hia i te haere hā noa raa na nia i te purumu a te Hau.

AVIS

Patentes de capitaines de navires, colporteurs et marchands forains. — L'Administration croit devoir rappeler aux intéressés qu'aux termes de l'arrêté du 7 juillet 1883 qui abroge l'article 27 de l'arrêté du 16 février 1881, les capitaines de navires faisant le commerce à leur bord, doivent, par avance, acquitter le montant de leurs patentes pour l'année entière.

Les colporteurs, marchands forains et tous autres patentés non sédentaires, sont tenus de se soumettre à la même obligation.

L'Administration se propose désormais de tenir très scrupuleusement la main à ce que les prescriptions contenues dans le dit arrêté du 7 juillet 1883 soient rigoureusement observées.

PARAU FAAITE

Patana na te mau Raatira pahi e no te mau hoo taoa e hoo haere i te mau vahi atoa ra. — Te manao nei te Hau e e faaite faahou atu i te mau taata'toa e au e mai tei faaite hia mai e te faaue raa no te 7 no tiurai 1883 o tei faaore i te irava e 27 no te faaue raa no te 16 no feppure 1881, te mau raatira pahi te hoo i te taoa i nia i to ratou iho pahi, e aufau na ia na mua i ta ratou moni patana no te matahiti taa'toa e tia'i.

Mai tei reira'toa te huru te mau hoo taoa'toa te ore e noho i te vahi hoe i te hoo haere i tera vahi e i tera vahi, na mua na ia te aufau i te moni patana no te matahiti taa'toa.

Te manao nei te Hau e e titau maite oia amuri nei e ia haapao etaeta maia hia te mau vahi atoa i faataa hia i roto i taua faaue raa no te 7 no tiurai 1883.

AVIS IMPORTANT.

Mesures de longueur et de capacité. — Monnaies étrangères. — L'Administration croit devoir prévenir le public, dans son intérêt, qu'il est dangereux de persister à mettre couramment en usage : le yard au lieu du mètre, le gallon au lieu du litre, et de faire entrer le dollar ou ses fractions dans le libellé des factures, ce qui est absolument contraire aux dispositions prévues par l'arrêté du 31 mai 1847, n° 115, qui peut être mis incessamment en application.

Il est également imprudent d'accepter les pièces dont la circu-

tion n'est point autorisée, notamment les pièces d'argent similaires de notre pièce de 5 fr. et de nos pièces d'appoint (pièces Chiliennes, Péruviennes, Espagnoles, Roumaines, etc.), pièces divisionnaires Italiennes, et, en général, toutes les pièces qui ne font pas partie de l'Union latine.

Les détenteurs de ces pièces s'exposent à des pertes sérieuses, par suite de leur dépréciation, le jour où la circulation en sera complètement interdite dans la Colonie.

PARAU FAUFAA RAHI.

Faito no te roa e te hohonu. — Moni no te mau Hau e e. — Te manao nei te Hau e e faaite atu i te taata'toa, ei maitai iho no ratou, e e mea taia roa ino ia māro noa'tu ā ratou i te rave amuri nei i te faito iati ei mono i te metera, e aore ra te faito tarani ei mono i te ritera, e oia'toa hoi te papai raa na roto i te tara e to'na ra mau huahua te mau parau titau raa tarahu. E mau vahi faahapa anaé hia te reira e te faaue raa no te 31 no me 1847, N° 115 o te au ia haamana papu hia i teie tau mahana i mua nei.

E mea huru ataata'toa ia farii mai e te mau huru moni tei ore i faatia hia i nia i te fenua nei, o tei hau roa'tu o te mau moni ia iau to ratou huru i ta tatou tara farani e i ta tatou mau moni rii huahua (oia hoi te mau moni Chili, Peru, Paniora, Ruman, etc.), e te mau moni huahua Italia, e te mau moni atoa o tei ore i o mai i roto i te amui raa ratina.

Te feia e mau i te mau huru moni e parau hia nei mai te mea e ia ino noa'tu taua mau moni ra, e faufaa rahi roa ia ta ratou e maua ia tae i te mahana e opani roa hia i nia i te fenua nei.

INSCRIPTION MARITIME.

La session ordinaire pour les examens de maître au cabotage (brevet simple et brevet supérieur), ainsi que les examens au bornage (brevet simple et brevet pour commander les navires à propulsion mécanique armés au bornage), sera ouverte le mardi 31 décembre 1909, au bureau de l'Inscription maritime à 8 heures du matin.

Les candidats à ces examens devront se faire inscrire au bureau de l'Inscription maritime, avant le 12 décembre.

Avis aux navigateurs.

Les deux réverbères placés sur le bord du quai, en face l'avenue Dupetit-Thouars, sont munis de verres rouges orientés vers la balise extérieure de l'alignement de la passe. Ces feux sont allumés tous les soirs.

Pour entrer de nuit dans la rade de Papeete, prendre l'alignement des phares de Tipaerui jusqu'à ce que celui des deux feux rouges du quai soit près de se fermer. Venir alors sur le gauche et prendre cet alignement qui fait parer les récifs de la rade et permet de rentrer avec sûreté dans le port de commerce.

AVIS

FAAITE RAA

L'Administration rappelle aux indigènes ayant fait, conformément aux dispositions du décret du 24 août 1887, déclarations de

Te faaite nei te Hau i to Tahiti nei e i to te mau feuna'toa e au mai o tei tomite i ta ratou mau fenua i mua i te aro o te apoara

propriété de leurs terres devant le Conseil de leur district et dont les déclarations n'ont pas été frappées d'opposition, qu'ils ne sont propriétaires incommutables des immeubles par eux revendiqués qu'à l'expiration du délai de cinq ans à compter du jour où il leur a été délivré par le Gouverneur un titre de propriété.

Ils sont donc invités, s'ils veulent devenir propriétaires définitifs des terres qu'ils ont déclarées, à se présenter en personne ou par mandataire muni de pouvoir régulier, dans le plus bref délai, au bureau des Domaines de Papeete afin d'y réclamer leurs titres de propriété.

o to ratou mataeinaa, mai te au i te mau parau i faataa hia i roto i te faaue raa mana no te 24 no atete 1887, e o tei ore i patoi hia te tomite raa, e ore ratou e riro ei fatu mau no taua mau fenua i tomite hia e ratou ra, maori ra e ia hope na matahiti e pae o te taio hia mai, mai te mahana e tau hia'tu ai i roto i to ratou rima e te Tavana rahi te hoe parau tapao no te riro raa ei fatu.

Te parau maoti hia'tu nei ratou e mai te mea e te hinaaro ra ratou i te riro papu roa ei fatu mau no te mau fenua i tomite hia e ratou ra, e haere ana mai ia mai te haamaoro ore, o ratou tino iho e aore ra to ratou mono o te haamana papu hia, i te piha toroa o te Haapao faufaa a te hau i Papeete nei, ei reira e titau mai ai i ta ratou mau parau taqao no te riro raa ei fatu.

Service de l'Enregistrement et des Domaines.

L'Administration rappelle aux indigènes des Établissements français de l'Océanie qu'en vue des droits de mutation par décès qui doivent leur être réclamés à l'avenir, l'arrêté du 22 décembre 1898 les oblige à déclarer au bureau de l'Enregistrement, à partir du 1^{er} janvier 1899, toutes les successions qui pourraient leur échoir à la suite du décès de l'un des membres de leur famille.

Cette déclaration sera faite dans un délai de six mois pour Tahiti et Moorea, et dans le délai d'un an pour les autres archipels. Elle devra être accompagnée de tous les renseignements nécessaires propres à éclairer le Service de l'Enregistrement sur l'importance de la succession et sur le degré de parenté des héritiers avec le décédé.

Ceux qui n'auront point fait cette déclaration dans les délais ci-dessus prescrits, seront contraints au paiement du demi-droit en sus.

Parau faaite.

Te faaite nei te Hau i te mau taata Tahiti o te mau fenua farani Oteania, e no te mea te titau hia nei i nia ia ratou te mau moni e aufau hia na te Hau no te mono raa i te faufaa a te feia i pohe e tia ia ia ratou, mai te au i te faaue raa no te 22 no titema 1898 a haere mai e faaite i roto i te Piha toroa Tomite raa nei, i te mau faufaa a te feia hia mai na ratou no te pohe raa te hoe no roto a to ratou rahi. Ei te hoe no tenuere 1899 e taio atu ai.

Ia faaite hia mai te reira parau i roto i na avae e ono, no Tahiti e Moorea, e i roto i te matahiti hoe no te tahi atu mau amui raa fenua. Ia afai atoa hia mai ra te mau parau atoa e au e maramarama i te piha Tomite raa i niaete rahi raa o te faufaa e vaiho hia, mai e i nia'toa i te au raa felii oi te feia i mono atu i taua taata e pohe ra.

Te feia aore i faaite mai i taua parau ra i roto i na mahana faaite hia i nia nei, e titau faahou hia ia i nia ia ratou te ala tia te moni i haapao hia e aufau mai na te Hau no te mono raa.

CAISSE AGRICOLE

AVIS

Les personnes qui possèdent des bons de la Caisse Agricole sont invitées à les présenter au guichet de cet Etablissement pour y être échangés pour des billets de la Banque de l'Indo Chine.

Le Secrétaire-Trésorier de la Caisse Agricole.
LOUIS.

PARAU FAAITE

Te taata' toa e moni parau ta ratou no te Afata Faaapu te faaite hia'tu nei' ia ratou e e afai mai i taua mau moni parau ra i te uputa-aufau raa moni a te Afata Faaapu nei ia tau i reira i te mau moni parau note « Banque de l'Indo-Chine ».

Te papai parau mau moni a te Afata Faaapu.
LOUIS.

AVIS

La Caisse Agricole achète au prix de 0^f 80 par kilogramme, non égrené, le coton « Sea-Island » de bonne qualité, qui lui sera offert par les cultivateurs et garantit ce prix pour une période de deux années, à partir du 5 décembre 1907.

PARAU FAAITE

Ei hoo mai te Afata faaapu i te vavai « Sea Island » taviri ore hia te huero, o te mea maitai, e 80 tenetima i te kilo, ta te feia faaapu e afai mai ia'na ra, e teie nei moni ra e ore ia e topa i raro e hope noa'ena matahiti e piti, mai te 5 no titema 1907 e taio mai ai.

AVIS

La Caisse agricole rappelle aux planteurs qu'elle ne reçoit que du coton « Sea Island » de bonne qualité. Elle les engage très vivement à ne cueillir leur récolte qu'à parfaite maturité, les cotons cueillis trop tôt étant moins nerveux, subissent une dépréciation considérable et ne peuvent être considérés comme cotons de bonne qualité ni reçus comme tels.

ANNONCES

"Union Steam Ship Company"

LE VAPEUR "MANAPOURI"

Pour Ralatea, Rarotonga et Auckland, transbordant pour Sydney et tous ports de Nouvelle-Zélande —

Vendredi, 8 octobre 1909.

S. R. MAXWELL & C^o, LTD.
Agents,
Quai du Commerce.

Extrait des Registres de l'Etat civil de la Commune de Papeete

Mois de Septembre 1909

1° NAISSANCES

NOMS ET PRÉNOMS	DATE	SEXE	LIEU DE NAISSANCE	OBSERVATIONS
Tefatua Tiamatahi, Ernest.	5 septembre	masculin	Papeete	
Spitz, Charles.	8 id.	id.	id.	
Papara, Tupuai.	7 id.	id.	id.	
Teinaore, Nemaio, Hyacinthe.	11 id.	id.	id.	
Tchen-Tam, At-Chong, Teata.	11 id.	id.	id.	
Maamaatuaiahutapu, Teriitaumatatini.	17 id.	id.	id.	
Agnieray, Adèle, Josephine, Louise,				
Célestine, Rootefaretua.	23 id.	féminin	id.	
Estall, Vahinetaae.	25 id.	id.	id.	
Koroa, Wilhelmine, Kanua.	26 id.	id.	id.	
Toomaru, Marie, Louise, Tevaiteraiefa.	27 id.	id.	id.	

2° DECÈS

NOM DU DÉCÉDÉ	AGE	ETAT CIVIL Epoux de ... Veuf de ... ou célibataire	DATE DU DÉCÈS	DISTRICT	OBSERVATIONS
Richmond, Tairaa.	33 ans	Célibataire	1 ^{er} septembre	Papeete	
Rongo, Teupa, Temauritahito.	1 mois 1 j.	"	10 id.	id.	
Pahi, Taura.	67 ans	Veuf	11 id.	id.	
Tichy, Joseph.	30 id.	Célibataire	13 id.	id.	
Catharina, Herepitia.	9 mois	"	17 id.	id.	
Trissot, Louise, Louis.	37 ans	Epoux de Valinastua, a. Otaota	30 id.	id.	

3° MARIAGES

NOM DE L'ÉPOUX	NOM DE L'ÉPOUSE	DATES	DISTRICT	OBSERVATIONS
Tamaho, Teuiraotu.	Lenoir, Teiaa.	8 sept. 1909	Papeete	
Deheselle, Aldert, Constant.	Martin, Rose, Marie, Marguerite.	9 id.	id.	